



16.306

**Standesinitiative Tessin.
Gewährleistung eines landesweit
dichten Hochbreitbandangebots**

**Initiative cantonale Tessin.
Garantir une offre étendue
de services à bande ultralarge
sur tout le territoire national**

**Iniziativa cantonale Ticino.
Garantire un'offerta capillare
di servizi di banda ultra larga
su tutto il territorio nazionale**

Vorprüfung – Examen préalable

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.03.17 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

Antrag der Kommission
Der Initiative keine Folge geben

Antrag Abate
Der Initiative Folge geben

Proposition de la commission
Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition Abate
Donner suite à l'initiative

AB 2017 S 264 / BO 2017 E 264

Präsidentin (Keller-Sutter Karin, erste Vizepräsidentin): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: Le 31 janvier 2017, notre commission a reçu Monsieur Christian Vitta, conseiller d'Etat tessinois, en charge de défendre l'initiative cantonale intitulée "Garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur tout le territoire national" et déposée le 6 avril 2016 par le canton du Tessin. L'initiative cantonale vise à garantir une offre étendue de services à bande ultralarge sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les régions périphériques. Se fondant sur l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton du Tessin a fait usage de son droit d'initiative et demande que la Confédération apporte son soutien actif au développement des réseaux de télécommunication à bande ultralarge dans les régions où la densité d'utilisateurs est inférieure à la limite de rentabilité, moyennant des financements directs pour lesquels le canton a fait différentes propositions.

Afin de garantir la rentabilité de leurs investissements, les fournisseurs de ce type d'équipement exigent une certaine densité d'utilisateurs, à savoir 270 habitants par kilomètre carré, selon le résultat de l'étude Vick-Consult de 2009. Par conséquent, les services à bande ultralarge par câble restent inaccessibles dans de





nombreuses régions périphériques, pas uniquement dans le canton du Tessin mais également dans bien des régions alpines de notre pays, voire dans certaines parties du Jura.

Le canton du Tessin constate des restrictions de services dans les régions les moins rentables, c'est-à-dire dans les régions périphériques peu densément peuplées. Toutefois, bien qu'étant le canton le plus en retard concernant le raccordement à bande large, le canton du Tessin dispose d'un taux de connexion au réseau à bande ultralarge de près de 70 pour cent sur son territoire. Dans le cadre de sa stratégie, il a comme objectif d'atteindre – cela a été clairement exprimé dans les débats du Grand Conseil tessinois –, d'ici dix à quinze ans, un taux de raccordement de 90 pour cent. Le canton entend dans le même temps profiter des synergies des travaux qui seront engagés prochainement sur le réseau électrique du canton pour enterrer de nombreuses lignes.

Nous apprenons que plus 800 millions de francs d'investissements sont prévus, et le canton du Tessin estime qu'il ne devrait pas appartenir uniquement aux cantons et aux communes de financer à fonds perdu la connexion des régions faiblement peuplées, d'autant moins que les cantons et les communes ne peuvent prélever aucune taxe de concession pour l'utilisation spéciale du domaine public pour les installations de télécommunication. Je fais remarquer que l'on retrouve également cette problématique dans les villes qui font des investissements considérables dans ce type de réseau.

Le conseiller d'Etat Christian Vitta a rappelé que l'installation de services à bande ultralarge par câble revêt un intérêt stratégique de premier ordre pour la compétitivité de la Suisse. Elle relève non seulement des compétences spécifiques de la Confédération en matière de télécommunication, mais également du rôle institutionnel de Berne, partant elle ne peut être déléguée ni aux cantons ni aux communes.

Lors des débats de la commission, des membres ont affirmé qu'ils partageaient la préoccupation du Tessin au sujet du financement de la distribution de services à bande ultralarge dans les régions faiblement peuplées ou à faible activité. Le représentant de l'Office fédéral de la communication a rappelé que les coûts pour équiper les dernières zones du territoire seront très élevés. Au 1er janvier 2018, le téléchargement de 3 mégabytes au moins par seconde devra être garanti sur tout le territoire. Les technologies sont encore en plein développement. Il est difficile aujourd'hui de faire le bon choix technologique pour l'approvisionnement.

La commission a pris connaissance de la problématique soulevée par le canton du Tessin et l'évolution des technologies. Elle a également pris connaissance qu'une révision de la loi sur les télécommunications était en cours et que le Conseil fédéral publierait son message en principe à l'automne 2017. Aussi, cette problématique pourra être discutée dans le cadre de l'examen du projet de révision partielle de la loi précitée. Je ne vous cache pas que les propos qui ont été tenus en commission, voire durant la préparation de la séance, font réfléchir plusieurs membres de la commission. Ceux-ci hésitent sachant qu'il y a un effort financier relativement important pour garantir à tout le monde en Suisse un équipement de qualité. De plus, ils se posent des questions concernant le lien avec l'activité économique locale et constatent que cette activité doit être dûment planifiée par les communes, mais que ce n'est malheureusement pas toujours le cas. En tout cas, cet équipement revêt un intérêt particulier.

Je saisis l'occasion de remercier Monsieur Abate de m'avoir prévenu qu'il avait déposé une proposition.

La commission a accordé une attention particulière à la proposition faite par le canton du Tessin. Cependant, cette problématique de l'équipement pour pouvoir disposer de services à bande ultralarge ne concerne pas uniquement le canton du Tessin, mais toutes les régions reculées de Suisse. Cela méritera quelques réflexions lors du traitement du projet de révision partielle de la loi sur les télécommunications qui nous sera soumis. C'est lors de ces travaux que nous examinerons ce point bien spécifique.

C'est donc par 7 voix contre 1 et 2 abstentions que la commission propose de ne pas donner suite à l'initiative du canton du Tessin. Je me réjouis d'entendre Monsieur Abate développer son argumentation.

Abate Fabio (RL, TI): Ich erlaube mir zu beantragen, dieser Initiative Folge zu geben. Es ist ausser Diskussion, dass die Hochbreitbandverbindungen via Kabel für die Zukunft der Randgebiete zentral sind. Das ist klar, und damit habe ich nichts Besonderes gesagt. Aber diese kantonale Initiative erlaubt uns, nicht nur an die Randgebiete, an die Täler der Bergkantone zu denken: Diese Forderung ist, wie bereits gesagt, unentbehrlich für die zukünftige sozioökonomische Entwicklung dieser Regionen. Obwohl Hochbreitbandverbindungen in den Agglomerationen die heutige Realität sind und diese Initiative eine Anregung ist, die zukünftigen Herausforderungen derselben Agglomerationen zu fokussieren, bitte ich, diese beiden Komponenten unseres Landes parallel und gleichzeitig zu analysieren.

Heute ist die Mehrheit unserer Bevölkerung in den Agglomerationen konzentriert. Der Bund verfolgt eine Agglomerationspolitik, weil viele Herausforderungen sich im urbanen Raum konzentrieren; ich erwähne die schwierige Koordination von Siedlung und Verkehr. Das Wachstum der Bevölkerung in der Schweiz wird konstant sein.



Die Szenarien der Bevölkerungsentwicklung 2015–2045 sagen uns, dass in dieser Periode die Bevölkerung im Kanton Zürich von 1,5 auf 1,8 Millionen Personen zunehmen wird und in Graubünden der Anteil an der Gesamtbevölkerung von 2,4 auf 2,1 Prozent sinken wird. Das Bundesamt für Statistik schreibt Folgendes: "Die Bevölkerung der Schweiz wird sich folglich weiter auf das Einzugsgebiet der Metropole Zürich und auf den Genferseeraum konzentrieren."

Der Bericht des Bundesrates vom 18. Februar 2015, "Agglomerationspolitik des Bundes 2016 plus", ist ein sehr interessanter Beitrag, um die Probleme besser verstehen zu können. Es werden langfristige Ziele sowie Handlungsansätze vorgeschlagen. Ich zitiere: "Metropolitanräume und Handlungsräume gemäss Raumkonzept Schweiz: Wachsende Verflechtungen zwischen Stadt und Land und immer leistungsfähigere Infrastrukturen führen zu einem fortlaufenden Bedeutungszuwachs grosser Städte und ihrer Einzugsgebiete. Die Integration der Handlungsräume gemäss Raumkonzept Schweiz in die Agglomerationspolitik des Bundes liefert einen konkreten Ansatzpunkt zur Bewältigung der neuen Herausforderungen auf grossregionaler Ebene."

Der Bund hat auch eine Strategie für eine digitale Schweiz, das wissen wir. So ist es klar: Ohne konkrete, geförderte Synergien zwischen Randgebieten und Grossagglomerationen werden die Ersteren immer mehr leiden und zum Teil einfach Open-Air-Museen bleiben, die besonders im Sommer gratis besucht werden. Deswegen ist das Anliegen dieser Standesinitiative eine absolut interessante Antwort und ein wichtiger Beitrag zur Lösung der Probleme, auch jener

AB 2017 S 265 / BO 2017 E 265

der Agglomerationen unseres Landes. Wohnen und Arbeiten in einer Randregion, wo keine zentralen oder ursprünglichen Entscheidungsprozesse existieren, wo keine CEO von Grosskonzernen wohnen, wird zu einer Opportunität für alle.

Das Anliegen dieser Initiative – wir haben es gehört – kann bei der Revision des Fernmeldegesetzes behandelt werden. Das ist verständlich, und ich bedanke mich dafür. Aber das geht nur, wenn wir Folge geben. Nur wenn wir dieser Initiative Folge geben, gibt es diese Möglichkeit. Deswegen bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Engler Stefan (C, GR): Vorerst eine Bemerkung an den Präsidenten unserer Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen. Es war womöglich wirklich kein guter Stil der Kommission, Sie heute Vormittag im Stich zu lassen und die Bereitschaft zu bekunden, im Rahmen des Gesetzgebungsprozesses eine Differenz zu schaffen, um das Thema der Datenbank – es geht ja immerhin um die Sicherheit des Luftverkehrs – noch einmal genauer anzuschauen. Niemand wollte Sie persönlich damit brüskieren. Es ging nur darum, dass wir uns angesichts der Tragweite der Thematik noch einmal ein Bild darüber machen möchten, ob der Verzicht auf dieses Datensystem richtig sei oder nicht. Sie haben darauf ziemlich verärgert reagiert. Wir werden aber auch in Zukunft loyal zu unserem Präsidenten der Kommission stehen.

Beim vorliegenden Geschäft nehme ich für mich heraus, dass ich mich für die Initiative des Kantons Tessin ausgesprochen habe, dass ich der Initiative in der Kommission zugestimmt habe, aber darauf verzichtet habe, eine Minderheit zu bilden, und dass mich das jetzt aber nicht daran hindern kann, mich dem Einzelantrag Abate anzuschliessen.

Worum geht es? Es geht um ein wichtiges Thema für das Berggebiet und für den ländlichen Raum. Wir sprechen über die digitale Schweiz, und digitale Schweiz heisst auch, über die Infrastrukturen dafür überhaupt zu verfügen. Die Grundlagen sind schnelle Verbindungen mit dem Internet. Wir spüren es heute auch in unseren Talschaften, dass eine grosse Anzahl von Unternehmungen dadurch stark behindert sind, dass ihnen diese Infrastruktur fehlt und sie somit schon heute nicht am Geschäftsleben teilnehmen können, weil ihnen die schnellen Internetverbindungen nicht zur Verfügung stehen. Die Strategie Digitale Schweiz, ein Papier des Bundesrates vom April 2016, spricht davon, dass bis 2020 in allen Gemeinden der Schweiz Hochbreitband, also schnelles Internet, verfügbar sein soll. Bis 2020 möchte der Bundesrat dieses Ziel erreichen und die ganze Schweiz damit abdecken. Schauen Sie einmal unter www.breitbandatlas.ch nach, wie die Abdeckung heute real ist. Sie werden feststellen, dass der Kanton Wallis, der Kanton Graubünden und der Kanton Tessin in weiten Teilen nicht abgedeckt sind.

Jetzt kann man sich fragen, warum das so ist. Es ist deshalb so, weil die rentablen und die nichtrentablen Gebiete unterschiedlich bedient werden. Dort, wo es sich nicht rentiert, wird es nicht möglich sein, die Infrastruktur marktgetrieben zu erstellen. Der Bundesrat schreibt in der Strategie Digitale Schweiz, dass der erforderliche Netzausbau so erfolgen muss, dass 2020 auch im Kanton Glarus, im Kanton Uri, im Kanton Graubünden eine weite Abdeckung vorhanden ist. Das Ziel soll ja sein: Jede Gemeinde soll bis 2020 über ein schnelles Internet verfügen; das funktioniert marktgetrieben nicht. Diese Erfahrung hat man in der Vergangenheit gemacht.



Dass das Bedürfnis dafür vorhanden ist, von den Möglichkeiten der Digitalisierung auch überall zu profitieren, steht ausser Frage. Das betrifft beispielsweise Ingenieurbüros, Einrichtungen des Gesundheitswesens und selbstverständlich auch den Tourismus oder den Verkehr. Ich bin auch der Meinung, dass, um dieses Ziel zu erreichen, dem Zusammenspiel zwischen den privaten Akteuren – also den Benützern, denjenigen, die den Anspruch haben, angeschlossen zu werden –, den Gemeinden, den Kantonen und dem Bund eine Aufgabe zukommt. Dabei gilt es primär, die bestehenden Infrastrukturen besser zu nutzen. Die lokalen und regionalen EW beispielsweise, aber auch andere Netzbetreiber können dazu beitragen, Doppelspurigkeiten bzw. Parallelausbauten zu verhindern. Das schliesst allerdings nicht aus, dass die Kantone und auch der Bund diese Anstrengungen unterstützen müssen; sei es, indem man im Fernmeldegesetz bestimmt, wo der Grundversorgungsauftrag beginnt, also was als Grundversorgung zu verstehen ist; sei es, dass man in der Regionalpolitik Instrumente schafft, welche Basisinfrastrukturen im Bereich der Kommunikationsinfrastruktur unterstützen; oder sei es im Rahmen des Finanzausgleichs. Auch da sind Instrumente und Möglichkeiten denkbar. Die Standesinitiative Tessin nimmt ein wichtiges Thema auf, das die ganze Schweiz betrifft, das nicht jede Region der Schweiz für sich alleine stemmen kann. Ich erinnere an die zitierte Aussage des Bundesrates im Bericht. Bis im Jahre 2020 alle Gemeinden mit schnellem Internet versorgen zu wollen darf nicht eine leere Floskel bleiben.

Fetz Anita (S, BS): Ich unterstütze den Antrag Abate. Mir scheint, dass ein Hochleistungs-Breitbandangebot ein Muss für die ganze Schweiz ist, insbesondere und gerade für die Rand- und Bergregionen. Das ist ein zentraler Baustein für ihre Zukunftsgestaltung. Sie können nicht nur von Landwirtschaft, Tourismus und Bauen leben. Das wird nicht reichen, um die Abwanderung aufzuhalten, und es wird auch nicht reichen, um die Zukunft zu gestalten.

Da bin ich dezidiert der Meinung: Das ist eine der wirkungsvollsten Investitionen, die man machen kann – schnelles Internet in den Berg- und Randregionen. Das bringt viel mehr, als Millionen in irgendwelche Tourismusorganisationen zu stecken, die sich dann eh nicht zu einem gemeinsamen Auftritt finden können. Nein, das Internet ist der richtige Ort für Investitionen.

Vonlanthen Beat (C, FR): Die Mehrheit der zuständigen Kommission ist dafür, der Standesinitiative Tessin keine Folge zu geben. Diese Ablehnung erklärt sich durch rein formelle, verfahrensmässige Überlegungen. Die Thematik soll im Rahmen der laufenden Fernmeldegesetzrevision erfolgen.

Ich unterstütze den Antrag Abate, der Tessiner Standesinitiative Folge zu geben. Inhaltlich sind die Überlegungen des Kantons Tessin nämlich mehr als berechtigt. Die zentrale Frage lautet nämlich: Wie kann sichergestellt werden, dass auch entlegene Gebiete in den Genuss einer adäquaten Erschliessung mit potenten Telekommunikationsinfrastrukturen kommen? Ich meine, dass die vorliegende Standesinitiative namentlich aus drei Gründen angenommen werden sollte.

1. Der Verweis lediglich auf die Fernmeldegesetzrevision greift zu kurz. Die Tessiner fordern eine breitangelegte Lösung der Problematik, nicht nur eine fernmeldetechnische. So schlagen sie auch Unterstützungsmassnahmen über die neue Regionalpolitik und über den neuen Finanzausgleich vor, die ja beide so neu nicht mehr sind. Es genügt also nicht, die angesprochene Problematik – die fehlende adäquate infrastrukturelle Versorgung mit einem Hochbreitbandangebot auch der Regionen, die ausserhalb der Agglomerationen liegen – lediglich über eine Revision des Fernmeldegesetzes zu beheben. Die Anliegen der Tessiner und weiterer Gebirgskantone und ländlicher Kantone würden also bei Nichtfolgegeben nicht ernst genommen.

2. Die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit dieser peripheren Regionen liegt im Zentrum des Interesses. Das wurde ja jetzt auch schon mehrmals hervorgehoben. In einer kürzlich veröffentlichten, heute Morgen bereits in anderem Zusammenhang erwähnten Studie von Avenir Suisse mit dem Titel "Strukturwandel im Schweizer Berggebiet. Strategien zur Erschliessung neuer Wertschöpfungsquellen" hat Autor Daniel Müller-Jentsch unter anderem aufgezeigt, dass in diesen peripheren Gebieten innovative Lösungen für die Grundversorgung gefunden werden müssen. Zudem ist der Digitalisierung ein besonderes Augenmerk zu widmen. Wer aber Digitalisierung sagt, der muss im gleichen Atemzug auch Erschliessung mit Hochbreitbandangebot aussprechen.

3. Die Entwicklung darf nicht dem Zufall, sprich der Swisscom, überlassen werden. Es gibt zwar durchaus interessante Bestrebungen in einzelnen Gebieten, die ohne den Bund auskommen. So ist das vor einigen Jahren lancierte Projekt in meinem Kanton zu nennen, in welchem sich die Swisscom und der Staat Freiburg gemeinsam mit den



Elektrizitätsunternehmen aufmachen, bis Mitte der Zwanzigerjahre den ganzen Kanton mit einem Netz "fibre to the home" (FTTH) zu überziehen. So weit, so gut. Nach Erschliessung der interessanten Agglomerationsgebiete hat sich nun aber die Swisscom aus dem Vertrag zurückgezogen. Die Idee von Swisscom ist es nämlich, für die restlichen Gebiete lediglich "fibre to the street" (FTTS) zu realisieren, was gemäss Auffassung der Swisscom mittelfristig die Wünsche der Kunden voll abdecke und erst noch viel günstiger umzusetzen sei. Genau mit dieser Strategieänderung wird aber die Idee einer Abdeckung auch der dezentralen Regionen mit gleich starken Telekommunikationsinfrastrukturen ad absurdum geführt. In Freiburg haben die verbleibenden Partner zwar beschlossen, das Projekt zu Ende zu führen, wegen des Ausscheidens der Swisscom wird dieses Unterfangen aber viel länger dauern.

Abschliessend will ich hervorheben, dass der Grundgedanke der Standesinitiative richtig ist, im Fernmeldebereich vor allem dort zu regulieren, wo der Infrastrukturwettbewerb nicht spielt oder wo aus betriebswirtschaftlicher Sicht ein Engagement für einen lokalen Telekommunikationsinfrastruktur-Anbieter nicht interessant ist. Ziel des Bundes muss es sein, möglichst alle Gebäude in der Schweiz mit vergleichbar starken Telekommunikationsinfrastrukturen zu erschliessen. Also müssen zukünftige Regulierungsdiskussionen in genau diese Richtung gehen. Solche durch öffentliche Gelder finanzierte Anschlussnetze müssen allerdings allen Anbietern diskriminierungsfrei offenstehen. Es ist nicht zu erwarten, dass solche Grundsatzfragen im Rahmen der laufenden Revision des Fernmeldegesetzes, die ja anscheinend nur eine kleine Revision ist, welche im Gesetz vor allem Feinjustierungen am bestehenden Regime vornimmt, besprochen werden. Daher ist die Standesinitiative durchaus berechtigt und verdient, dass man ihr Folge gibt.

Ich schlage Ihnen daher vor, den Einzelantrag Abate zu unterstützen.

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: C'est un débat intéressant, mais qui tombe un peu dans l'émotionnel. Mon rôle est aussi de rappeler qu'il existe des règles. Je n'ai rappelé dans mon rapport ni la notion de service universel ni l'obligation de celui qui a la tâche de garantir ce service à toute la Suisse et pour tous les Suisses. Mais cela existe. J'ose rappeler que le but du service universel est de garantir une offre de services de télécommunication de base, à disposition de toutes les catégories de la population et dans toutes les régions de la Suisse. Donc il existe quelque chose. Il faut savoir que mettre en oeuvre un programme aussi ambitieux, pour toute la Suisse et pour tous les Suisses, nécessite des moyens financiers conséquents et surtout un prestataire. Ce prestataire, depuis de nombreuses années, c'est Swisscom. Son contrat de prestation arrive à échéance à la fin de cette année, il faudra donc le renouveler. Il y a un mécanisme de financement, de solidarité, pour atteindre les objectifs du service public. Je peux penser que des aides financières concerneraient non seulement le canton du Tessin, mais aussi ceux des Grisons, de Glaris, de Vaud, et tous les autres. Il ne faut pas croire que cela ne concerne que certains cantons, ce sont des parties de territoire cantonal qui sont concernées par un déficit d'équipement – j'y reviendrai d'ailleurs. Aujourd'hui, un mécanisme de financement solidaire existe.

Dans mon rapport, j'ai été un peu rapide, mais l'Office fédéral des télécommunications nous a rappelé qu'il y a différents moyens technologiques pour garantir dans toutes les régions le transport de l'information et en particulier les raccordements à bande large.

Ce que recommande donc la commission, c'est d'être attentif à la demande. Le message du Conseil fédéral sur la révision de la loi sur les télécommunications devrait être transmis prochainement au Parlement.

Mais il faut aussi tenir compte du fait que, dans le cadre particulier du transport de l'information, la technologie va tout simplement plus vite que nos propres ambitions; elle avance à une vitesse considérable. Se précipiter et dire qu'on va automatiquement choisir cette voie plutôt qu'une autre peut avoir des conséquences non négligeables, voire entraîner de mauvais investissements.

Un point m'interpelle dans votre interprétation, Monsieur Abate. Vous mettez en conflit les agglomérations avec les zones rurales et les zones peu peuplées. Je rappelle que la solidarité existe au niveau des équipements, que c'est une nécessité, que cela fait partie de notre ADN; c'est une revendication légitime. Vous me faites signe que j'ai mal compris, mais il ne faudrait pas tomber dans l'excès de dire que seules les agglomérations ont droit à un réseau câblé de télécommunication à bande ultralarge.

Toutes les villes de nos régions, qui sont organisées entre autres en agglomérations, ne s'arrêtent pas à leurs propres frontières. C'est en particulier le cas de ma ville, Lausanne, qui héberge une zone agricole difficile à équiper. Par solidarité, la commune étend l'accès à l'Internet jusque dans la zone agricole, au même titre que cela peut être fait ailleurs dans le canton. Il est légitime de faire preuve de solidarité, mais il faut aussi savoir que – je l'ai dit dans mon rapport – l'équipement des derniers kilomètres, dans les endroits peu peuplés, coûte très cher. Ainsi, au Tessin, les investissements nécessaires pour faire passer le taux de raccordement à bande ultralarge de 70 à 90 pour cent se montent à 800 millions de francs – un investissement considérable.



Voilà pour la réflexion qui a été celle de la commission. Nous avons été rendus attentifs au débat qui a eu lieu au Grand Conseil du Tessin; nous y avons porté une attention particulière. Nous estimons qu'une adaptation de l'appui financier accordé aux régions est sans autre envisageable, puisqu'elles n'ont pas les moyens d'assurer un tel financement. Aussi, nous nous devons de garantir le meilleur des équipements dans toutes les régions de la Suisse et pour tous les Suisses, c'est évident. Cela dit, il faut le faire dans le cadre de la consultation qui s'ouvrira très prochainement et qui portera sur la révision de la loi sur les télécommunications, et non limiter la réflexion au texte qui nous est soumis.

C'est pour cette raison que notre commission, à une très large majorité, vous recommande de ne pas donner suite à cette initiative cantonale tout en vous demandant de rester attentifs au débat amorcé par le canton du Tessin.

Abate Fabio (RL, TI): Monsieur le président de la commission, je fais une petite remarque. Je n'ai jamais parlé de "conflit", j'ai parlé de "synergies". Cette initiative donne la possibilité de réfléchir aux défis d'une réalité du pays strictement liés aux défis de l'autre réalité du pays. Il y a un dialogue entre la périphérie et les agglomérations, là on a la possibilité de réfléchir au problème. Je n'ai pas parlé de conflit. Je me suis mal exprimé, je m'excuse.

Abstimmung – Vote

Für Folgegeben ... 27 Stimmen

Dagegen ... 13 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2017 S 267 / BO 2017 E 267